ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 6 avril 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1958 relatif au recrutement et à l'avancement du personnel attaché au Comité Supérieur de Contrôle", a donné le 23 avril 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e april 1963 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1958 betreffende de werving en de bevordering van het aan het Hoog Comité van toezicht verbonden personeel", heeft de 23e april 1963 het volgend advies gegeven :

Comme le Conseil d'Etat l'a déjà fait remarquer dans ses avis des 13 juillet 1955 (L.4808/2) et 2 avril 1958 (L.6197/2), relatifs à des projets de règlements organiques du personnel des services du Comité supérieur de contrôle, comportant des dispositions semblables, l'article 4 du projet déroge au statut des agents de l'Etat, en prévoyant la promotion à l'essai pour une période d'un an, pour les fonctions de commissaire adjoint. En substance, cette disposition ne constitue que la simple reproduction de celle qui figure à l'article 6, § 1er de l'arrêté royal du 25 avril 1958 et qui a été soumise aux formalités qui étaient requises à l'époque où elle a été prise, en cas de dérogation au statut. La disposition contenue à l'article 4 du projet ne tend qu'à adapter l'article 6, § 1er de l'arrêté royal du 25 avril 1958, à la nouvelle structure donnée aux services du Comité supérieur de contrôle par l'arrêté royal du 16 janvier 1963. Elle ne constitue pas une dérogation nouvelle et ne doit donc être soumise aux formalités auxquelles les articles 4 et 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et l'article 7 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics soumettent les règlements organiques qui dérogent au statut des agents de l'Etat.

\+

\+ +

Au deuxième alinéa du préambule, il convient d'ajouter les mots "modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1959".

\+

\+ +

.../...

L'intitulé exact de l'arrêté royal du 16 janvier 1963, cité au quatrième alinéa du préambule, est "Arrêté royal portant fixation du cadre organique du personnel du Comité supérieur de contrôle".

A ce sujet,il y a lieu de remarquer que dans les textes actuels, la dénomination de "Comité supérieur de Contrôle" ne comporte pas de majuscule au mot "supérieur".

L'arrêté royal du 16 janvier 1963 n'a pas modifié la structure du Comité supérieur de Contrôle. Il a modifié la structure des services de ce comité. A l'alinéa 5 du préambule, les mots "la nouvelle structure du Comité supérieur de Contrôle" devraient donc être remplacés par les mots "la nouvelle structure des services du Comité supérieur de Contrôle".

En outre les mots "en conséquence" doivent être omis.

\+

\+ \+

Article 1er.

Selon le projet, le service "Enquêtes" com prend "tout le personnel chargé de missions judicia Les agents attachés à ce service n'accomplissent pa des "missions judiciaires" mais la loi du 26 avril conférant des attributions de police judiciaire à tains agents du Comité supérieur de Contrôle, a a aux agents du service d'enquêtes la qualité d'o de police judiciaire. Les mots "chargé de missio

judiciaires" devraient donc être remplacés par les mots "exerçant des attributions de police judiciaire".

Au liminaire de cet article les mots "le texte suivant" doivent être remplacés par les mots "la disposition suivante".

Le texte nouveau de l'article 1er de l'arrêté royal du 25 avril 1958 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

§ 1er. l'administration attachée au Comité supérieur de contrôle et placée sous l'autorité d'un directeur d'administration est divisée en deux services :

1° le service d'enquêtes, qui comprend le personnel exerçant des attributions de police judiciaire et qui est subdivisé en trois sections :

- la section d'enquêtes générales;
- la section d'enquêtes financières;
- la section d'enquêtes - travaux;

2° le service administratif.

§ 2. Dans chacun des services visés au § 1er, les agents sont classés dans les catégories prévues par le statut des agents de l'Etat, selon l'ordre hiérarchique suivant :

1° en ce qui concerne le service d'enquêtes :

a) pour les sections d'enquêtes générales et d'enquêtes financières :

... ; .../...

b) pour la section d'enquêtes-travaux :

... ;

2° en ce qui concerne le service administratif :

... ".

Article 2.

L'article 2 doit être rédigé comme suit :

"Article 2.-

L'article 4 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"En outre, une barrière est établie au sein du service d'enquêtes entre, d'une part, les sections d'enquêtes générales et d'enquêtes financières, et d'autre part, la section d'enquêtes-travaux".

\+

\+ +

La disposition transitoire que le projet insère à l'alinéa 3 de l'article 4 de l'arrêté royal du 25 avril 1958 devrait faire l'objet d'un article distinct du projet et être inséré dans l'arrêté royal du 25 avril 1958, après les dispositions permanentes de cet arrêté.

Le projet devrait donc être complété de la façon suivante :

.../...

"Article 5.- Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté.

"Article 6bis.-

Par dérogation à l'article 4 , la barrière existant ... (la suite, en utilisant les dénominations proposées pour l'article 1er) ...

Article 3.

Le liminaire de cet article doit s'écrire comme suit :

"L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. ... (comme au projet) ... ".

In fine du 1°, il y a lieu de supprimer la parenthèse et remplacer les mots "dans celui d'inspecteur" par les mots "dans l'ancien grade d'inspecteur".

Les mots "est accessible" et "sont accessibles " devraient être remplacés par les mots "est attribué" et "sont attribués".

Article 4.

L'article 4 sera rédigé comme suit :

"Article 4.-

L'article 6, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Par dérogation à l'article 4, les emplois de commissaire-adjoint prévus aux sections d'enquêtes générales et d'enquêtes financières du service d'enquêtes sont attribués par avancement de grade aux agents définitifs du comité supérieur de contrôle qui satisfont aux conditions suivantes :

... (la suite comme au projet, en remplaçant au 3° les mots "service enquêtes" par "service d'enquêtes")... ".

Article nouveau à insérer dans le projet.

La disposition figurant à l'article 4 du projet se réfère pour l'accession au grade de commissaire adjoint aux matières d'examen énumérées à l'annexe de l'arrêté royal du 25 avril 1958.

Cette annexe prévoit deux programmes distincts, l'un pour le grade de sous-commissaire, l'autre pour le grade de vérificateur de travaux, grades qui n'existent plus. Elle ne prévoit, par contre, pas de programme pour l'examen d'avancement au grade de commissaire-adjoint alors que le projet institue cet examen. Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Premier Ministre que le Gouvernement a l'intention de rendre applicable pour l'examen d'avancement au grade de commissaire-adjoint, le programme actuellement prévu pour l'examen de sous-commissaire.

.../...

Il convient donc d'insérer dans le projet un article nouveau rédigé comme suit :

"Article 7.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'annexe du même arrêté :

1° les mots "programme des examens d'avancement" et "I. Au grade de sous-commissaire" sont remplacés par les mots "Programme de l'examen d'avancement au grade de commissaire-adjoint".

2° le texte qui commence par les mots " II. Au grade de vérificateur de travaux" est abrogé ".

Articles 6 et 7.

Le délégué du Ministre déclare que la date d'entrée en vigueur du projet prévue à l'article 6 est celle de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 16 janvier 1963 portant fixation du cadre organique du personnel du Comité supérieur de Contrôle.

En tant qu'elle aurait pour effet de remettre en question la régularité de nominations ou de promotions régulièrement faites au regard de la réglementation antérieure ou de couvrir les irrégularités dont ces nominations ou promotions seraient entachées, la disposition qui donne au projet un effet rétroactif serait dénuée de fondement légal. Il convient donc d'éviter de faire rétroagir le projet qui établit une nouvelle réglementation relative à l'avancement.

\+

\+ \+

Les propositions faites ci-dessus d'insérer deux nouveaux articles dans le projet entraînent la modification du numérotage des articles 5 à 7 du projet, l'article 5 du projet devenant l' article 6 et les articles 6 et 7 du projet devenant les articles 8 et 9.

Zoals hij reeds in zijn adviezen van 13 juli 1955 (L.4808/2) en 2 april 1958 (L.6197/2) over ontwerp-organieke reglementen van het personeel der diensten van het hoog comité van toezicht, waarin soortgelijke bepalingen voorkwamen, heeft gedaan, merkt de Raad van State ook hier op, dat artikel 4 van het ontwerp afwijkt van het statuut van het Rijkspersoneel, waar het bepaalt dat de adjunct-commissarissen voor de duur van één jaar op proef worden bevorderd. In hoofdzaak is dat dezelfde bepaling als in artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 25 april 1958, waarvoor voldaan was aan de formaliteiten die toen moesten vervuld zijn opdat van het statuut kon worden afgeweken. De bepaling van artikel 4 van het ontwerp bedoelt alleen artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 25 april 1958 aan te passen aan de nieuwe structuur die het koninklijk besluit van 16 januari 1963 aan de diensten van het hoog comité van toezicht heeft gegeven. Zij is geen nieuwe afwijking en moet dus niet worden onderworpen aan de formaliteiten welke de artikelen 4 en 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten voorschrijven ten aanzien van organieke reglementen die van het statuut van het Rijkspersoneel afwijken.

\+

\+ \+

.../...

Het tweede lid van de aanhef moet worden aangevuld met de woorden : "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1959".

\+

\+ \+

Het juiste opschrift van het in de aanhef, vierde lid, vermelde koninklijk besluit van 16 januari 1963 is : "Koninklijk besluit houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van het hoog comité van toezicht".

Er zij opgemerkt dat in de huidige teksten in de Franse benaming "Comité supérieur de contrôle" het woord "supérieur" met kleine letter geschreven is.

Het koninklijk besluit van 16 januari 1963 heeft niet de structuur van het hoog comité van toezicht, maar die van de diensten ervan gewijzigd. In het vijfde lid van de aanhef vervange men dus de woorden "de nieuwe structuur van het hoog comité van toezicht" door "de nieuwe structuur van de diensten van het hoog comité van toezicht".

Bovendien moet het woord "dienovereenkomstig" vervallen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 1.

Volgens het ontwerp omvat de dienst "Enquêtes" "al het personeel belast met rechterlijke opdrachten". De ambtenaren van die dienst vervullen geen "rechterlijke opdrachten", maar de wet van 26 april 1962 tot verlening der bevoegdheden van de gerechtelijke politie aan sommige personeelsleden van het hoog comité van toezicht heeft aan de ambtenaren van de dienst "Enquêtes" de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie verleend. De woorden "die al het personeel omvat, belast met rechterlijke opdrachten", zouden dus moeten worden vervangen door "die het personeel met bevoegdheid van gerechtelijke politie omvat".

In de inleidende volzin van dit artikel vervange men de woorden "onderstaande tekst" door "de volgende bepaling".

De nieuwe tekst van artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 april 1958 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

§ 1. De aan het hoog comité van toezicht verbonden administratie, die onder het gezag van een directeur van administratie staat, is in twee diensten verdeeld :

1° de dienst enquêtes, die het personeel met bevoegdheid van gerechtelijke politie omvat en drie afdelingen heeft :

.../...

- de afdeling algemene enquêtes ;
- de afdeling financiële enquêtes ;
- de afdeling enquêtes - werken ;

2° de administratieve dienst.

§ 2. In ieder van de onder § 1 genoemde diensten zijn de ambtenaren in de door het statuut van het Rijkspersoneel bepaalde categorieën ingedeeld volgens de onderstaande hiërarchie :

1° wat de dienst enquêtes betreft :

a) voor de afdelingen algemene enquêtes en financiële enquêtes :

... ;

b) voor de afdeling enquêtes - werken :

... ;

2° wat de administratieve dienst betreft :

... ".

Artikel 2.

Dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 2.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Bovendien is er in de dienst enquêtes een afsluiting tussen de afdelingen algemene enquêtes en financiële enquêtes aan de ene en de afdeling enquêtes - werken aan de andere kant".

+

+ +

/

De overgangsbepaling welke het ontwerp invoegt in artikel 4, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 april 1958 zou een afzonderlijk artikel van het ontwerp moeten vormen, in genoemd besluit na de blijvende bepalingen in te voegen.

Het ontwerp zou dus moeten worden aangevuld als volgt :

"Artikel 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6bis. In afwijking van artikel 4 wordt de afsluiting, bestaande ... (voorts zoals in het ontwerp, maar met gebruik van de voor artikel 1 voorgestelde benamingen) ...".

Artikel 3.

De inleidende volzin moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5. ... (zoals in het ontwerp) ...".

Aan het slot van 1° moeten de haakjes vervallen en moeten de woorden "in deze van inspecteur" worden vervangen door "in de vroegere graad van inspecteur".

De woorden "is ... toegankelijk voor" en "zijn ... toegankelijk voor" moeten worden vervangen door "wordt ... toegekend aan" en "worden ... toegekend aan".

Artikel 4.

Artikel 4 leze men als volgt :

"Artikel 4.-

Artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. In afwijking van artikel 4 worden de betrekkingen van adjunct-commissaris bij de afdelingen algemene enquêtes en financiële enquêtes van de dienst enquêtes bij wege van bevordering tot een hogere graad toegekend aan de vaste ambtenaren van het Hoog Comité van toezicht die de volgende voorwaarden vervullen :

... (voorts zoals in het ontwerp, maar onder 3° schrijve men dienstenquêtes zonder aanhalingstekens of hoofdletter) ...".

Nieuw artikel, in het ontwerp in te voegen.

De bepaling van artikel 4 van het ontwerp verwijst voor de overgang naar de graad van adjunct-commissaris naar de examenstof die is opgegeven in de bijlage van het koninklijk besluit van 25 april 1958.

Die bijlage kent twee onderscheiden programma's een voor de graad van ondercommissaris en een voor de graad van verificateur van werken. Die graden bestaan niet meer. Daarentegen bevat de bijlage geen programma voor het examen voor bevordering tot adjunct-commissaris, terwijl het ontwerp dat examen instelt. Naar de gemachtigde van de Eerste Minister heeft verklaard, ligt het in de bedoeling van de Regering het programma, dat thans voor het examen van ondercommissaris is voorgeschreven, toepasselijk te verklaren op het examen voor bevordering tot adjunct-commissaris.

In het ontwerp moet derhalve een nieuw artikel worden ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 7.-

In de bijlage van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "programma van de bevorderingsexamens" en "I. Tot de graad van ondercommissaris" worden vervangen door de woorden "Programma van het examen voor bevordering tot adjunct-commissaris";

2° de tekst die begint met de woorden "II. Tot de graad van verificateur van werken" wordt opgeheven".

Artikelen 6 en 7.

De gemachtigde van de Minister verklaart, dat de in artikel 6 vastgestelde datum van inwerkingtreding die is waarop het koninklijk besluit van 16 januari 1963

houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van het Hoog Comité van toezicht in werking is getreden.

Voor zover zij er mocht toe strekken, de regelmatigheid van benoemingen of bevorderingen die overeenkomstig de vroegere reglementering hebben plaatsgehad, opnieuw in het geding te brengen, of onregelmatigheden die naar aanleiding van die benoemingen of bevorderingen mochten zijn begaan, te dekken, zou de bepaling die het ontwerp doet terugwerken van rechtsgrond ontbloot zijn. Men vermijde dus terugwerkende kracht te verlenen aan het ontwerp, dat een nieuwe regeling inzake bevordering vaststelt.

\+

\+ \+

Wegens de hiervoren gedane voorstellen tot invoeging van twee nieuwe artikelen in het ontwerp, behoren de artikelen 5 tot 7 te worden vernummerd. Artikel 5 van het ontwerp wordt artikel 6 en de artikelen 6 en 7 worden onderscheidenlijk 8 en 9.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

(s.) J. SUETENS.